

La sécurité par la coopération

Autor(en): **Bölsterli, Andreas / Vautravers, Alexandre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 4

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781588>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Interview

La sécurité par la coopération

Div Andreas Bülsterli, It-col EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef ASMZ, rédacteur en chef RMS+.

ASMZ+RMS: Monsieur le Conseiller d'Etat, quelles menaces pèsent sur la Suisse et quelle est la situation à Genève?

PMA: La Suisse n'est pas à l'abri d'une attaque terroriste. La France est en état d'alerte depuis plus d'un an et demi le canton de Genève compte plus de 100 km de frontières avec son voisin. La menace est relativement élevée même à Genève qui compte une forte proportion de fonctionnaires internationaux et un aéroport international.

ASMZ+RMS: Comment peut-on comparer la situation de Genève avec d'autres cantons?

PMA: Chaque canton a ses particularités. En Suisse, seul le canton de Genève accueille autant de sommets et conférences internationales et ce rythme augmente régulièrement. On compte aujourd'hui deux à trois sommets d'importance mondiale chaque année. Les tensions internationales, les conflits mais aussi le besoin des nations pour les arbitrages, renforcent le rôle de la Genève internationale. Si le World Economic Forum est quatre jours à Davos, les 361 autres jours, il est à Genève.

ASMZ+RMS: Genève a-t-elle besoin d'un Rapport sur la politique de sécurité?

PMA: Nous faisons cet exercice parce que nous sommes à une place très exposée. La Stratégie sécuritaire de Genève va dans le même sens que le RAPOLSEC 2016 : il s'agit de la sécurité par la coopération.

Ce document est une vision à long terme – 2030. Il s'agit de faire une véritable « Lagebeurteilung » pointue, qui établit les forces et les faiblesses de notre organisation et de nos moyens actuels. Nous avons analysé tout ce qui a un impact sur la sécurité de Genève à l'horizon 10-20 ans. Nos conclusions se résument en trois points : il faut renforcer les coopérations à tous les échelons, développer un véritable état d'esprit de la coopération et de la mutualisation des moyens ; il faut ensuite renforcer l'interopérabilité de nos moyens et de nos structures ;

Pierre Maudet est en charge de la sécurité du canton de Genève depuis 2012.

enfin il faut disposer d'une véritable capacité à anticiper, une culture du renseignement et de la gestion des risques, une veille et des structures de conduite permanentes. Il faut accepter, en outre, le fait que les limites des capacités cantonales sont très vite atteintes. Il faut donc réfléchir en bonne entente à la coopération avec la Confédération, même s'il ne s'agit ici que d'engagements subsidiaires.

Enfin, le processus est tout aussi important que le résultat. Ce rapport, réalisé en huit mois, est le fruit d'échanges avec plus de 65 personnalités consultées pour leur expertise, à Genève et dans toute la Suisse.

ASMZ+RMS: Avec le DEVA, des formations d'alarme seront créées. Quelles conséquences pour Genève?

PMA: A Genève, vous trouverez des gens convaincus par la mise sur pied de formations d'alarme, avec des moyens disponibles rapidement. Le DEVA nous permettra de disposer d'un interlocuteur unique, la division territoriale, qui dispose de moyens engageables immédiatement.

Je souhaite que les exercices de l'armée puissent être organisés en coopération avec ceux de la police, afin de renforcer notre interopérabilité. Cette année, au mois de novembre, aura lieu l'exercice de conduite stratégique (ECS 17) dirigé par la Chancellerie fédérale. Le nouvel état-major et les forces de sécurité du canton de Genève y participeront. L'exercice est un excellent moyen de mettre à l'épreuve tant les moyens, les structures que les processus.

Nous nous réjouissons également du vote favorable du 28 février 2016 : 68,5% des Genevois ont permis la mise en chantier de nouvelles infrastructures militaires à Meyrin-Mategnin, à Aire-la-Ville et à Epeisses. Celles-ci permettront d'améliorer les exercices et l'entraînement dans le domaine du sauvetage, de la coopération avec les partenaires civils et feux bleus. Elles créeront également

les conditions favorables pour les engagements subsidiaires de l'armée à Genève.

ASMZ+RMS: Quel regard portez-vous sur le renseignement ?

PMA: La Loi sur le renseignement, acceptée le 25 septembre 2016 par 65,5% des votants, assure le service minimum. On est en train de rattraper, quelque peu, le gros du peloton dans le monde occidental.

Je ne m'inquiète pas de sa mise en œuvre mais il faut qu'elle soit soutenue par une véritable culture du renseignement, et donc un changement de mentalité. Il va falloir très rapidement prouver de quoi la Suisse est capable. En tant que conseiller d'État, je dois pouvoir prendre des décisions rapides, dans les 30 minutes maximum.

ASMZ+RMS: Genève dispose-t-elle également d'une stratégie dans le domaine du cyber ?

PMA: Dans le domaine du cyber, en tant que ministre de l'économie, je vois les attaques se multiplier. Je vois aussi les sommes d'argent que cela représente.

Il faut une véritable prise de conscience dans ce domaine. Les cantons sont utiles et peuvent donner des exemples, mais nous avons besoin d'une stratégie nationale car nos moyens sont limités. Il faut des impulsions «top-down» mais il faut aussi mutualiser les forces et les compétences. Nous ne pouvons pas attendre un Pearl Harbor numérique.

ASMZ+RMS: Quels sont les grands chantiers ? Certaines réformes sont-elles déjà en cours ?

PMA: La réforme de la police a été lancée concrètement en 2015-2016. Celle-ci est désormais structurée en cinq services axés sur les types de prestations plutôt que sur des lignes historiques ou traditionnelles.

Une réforme assez profonde est également en cours, dans le domaine des organisations feux bleus. En 2015 un exercice grandeur nature d'un crash d'avion à l'aéroport a démontré les lacunes du dispositif genevois de l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles (OSIRIS). Nous avons tiré les conséquences et celui-ci est en train d'être transformé en une organisation en cas de catastrophe (ORCA), avec en son cœur un nouvel état-major cantonal de conduite (EMCC) permanent et professionnel.

ASMZ+RMS: Suivez-vous les débats sur l'obligation de servir ?

PMA: J'ai fait partie du groupe de travail fédéral sur l'obligation de servir. Plusieurs questions sont restées sans réponse. Il ne faut pas refaire l'erreur du groupe de travail qui a demandé à des techniciens de résoudre leurs questions, il faut demander aux politiques de s'investir.

Le service militaire doit être une vraie priorité, pas une alternative. Aujourd'hui, il faut tenir compte des réalités sociologiques : un tiers de ceux qui servent sont des naturalisés. Sans cet apport, il n'y a pas assez de

personnel. Il manque déjà aujourd'hui 6'000 militaires chaque année. La Protection civile est également en sous-effectifs. Le statu quo mène donc à l'échec.

On peut imaginer plusieurs pistes : assouplir le quota de 15% de militaires en service long et pourquoi ne pas étendre le service à toute la communauté ? Ce débat ne doit connaître aucun préalable ni aucune exclusive.

Propos recueillis par le divisionnaire
Andreas Bölsterli et le

lt col EMG Alexandre Vautravers,
rédacteurs de l'ASMZ et de la RMS.



Pierre Maudet (à d.) et Felix Reinmann, secrétaire général adjoint au Département de la Sécurité et de l'Économie (DSE).

